Document généré le 24 avr. 2024 23:41

Revue d'histoire de l'Amérique française

CARDIN, Jean-François, *La crise d'octobre 1970 et le mouvement syndical québécois*. Montréal, RCHTQ, coll. « Études et documents », n° 1, 1988. 309 p.

Paul Larocque

Volume 42, numéro 3, hiver 1989

URI : https://id.erudit.org/iderudit/304715ar
DOI : https://doi.org/10.7202/304715ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Larocque, P. (1989). Compte rendu de [CARDIN, Jean-François, *La crise d'octobre 1970 et le mouvement syndical québécois*. Montréal, RCHTQ, coll. « Études et documents », n° 1, 1988. 309 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *42*(3), 450–452. https://doi.org/10.7202/304715ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

CARDIN, Jean-François, *La crise d'octobre 1970 et le mouvement syndical québécois*. Montréal, RCHTQ, coll. «Études et documents», no 1, 1988. 309 p.

Cet ouvrage découle d'un mémoire de maîtrise en histoire, préparé sour la direction de Jacques Rouillard de l'Université de Montréal. Il repose sur une documentation considérable: archives syndicales, entrevues auprès d'ex-dirigeants et militants des trois centrales syndicales québécoises, dépouillements de journaux et publications d'époque, abondante historiographie, etc. Somme toute, un large coup de filet qui indique que l'auteur, Jean-François Cardin, a abordé sa thématique selon une perspective capable de conférer à son analyse toute la profondeur souhaitable.

Les deux premiers chapitres sont consacrés aux années 1963-1970. Dans le premier, l'auteur montre que le monde syndical a réservé au mouvement filquiste et à ses méthodes d'intervention un accueil officiel plutôt froid, malgré l'ébauche d'une radicalisation à la fin des années soixante et malgré la sympathie active de quelques syndiqués plus militants. En retour, le FLQ est progressivement devenu plus ouvriériste, recrutant un plus grand nombre d'adhérents en milieu ouvrier et considérant le monde syndical comme un lieu privilégié de militance, en dépit d'une méfiance ouvertement exprimée à l'endroit de chefs syndicaux jugés trop réformistes et trop favorables au fédéralisme. L'auteur rejette ainsi l'idée d'un felquisme coupé de la réalité et dominé par un intellectualisme désincarné. C'est dans le second chapitre que nous est révélée l'ampleur de la contestation sociale des années soixante. Mouvement étudiant, groupes populaires, comités d'action politique, milieu syndical, formations politiques nationalistes et intellectuels universitaires entrent tour à tour en scène, incarnant une démarche contestataire floue, mais souvent percutante, où de plus en plus se conjuguent le national et le social. Saint-Léonard, «Les gars de Lapalme», le mouvement pour un «McGill français», le Bill 63, la grève des policiers de Montréal ont été autant d'épisodes d'une lutte dont les causes profondes tiendraient à la conjoncture économique, aux inégalités ethniques révélées au compte-gouttes par la commission Laurendeau-Dunton, aux promesses non tenues de la Révolution tranquille.

Même si elle n'a rien de bien neuf, cette explication est étoffée et plaira à ceux qui s'opposent à des interprétations «réductionnistes», limitant «... le phénomène à des facteurs psychologiques, individuels, ou strictement conjoncturels» (p. 92). Avec cohérence, elle évoque la genèse d'un débat de plus en plus vigoureux entre les tenants d'une société néo-libérale et les partisans d'un projet socialiste encore mal défini. Elle permet de mieux comprendre la montée rapide d'un nationalisme plus sensible aux problèmes contemporains. Déjà, on était en présence d'un mouvement social susceptible d'inquiéter et de provoquer une réponse autoritaire. On s'acheminait vers un règlement de comptes, une lutte à finir.

C'est dans les troisième et quatrième chapitres qu'on retrouve le coeur de la thèse sur la crise d'octobre, les enlèvements et l'application de la loi des mesures de guerre. Le mouvement syndical a alors occupé une place de premier rang, faisant front commun pour dénoncer à la fois le terrorisme et la répression faussement justifiée par un «état d'insurrection appréhendée». Sans ouvertement sympathiser avec les felquistes, les instances des trois centrales ont rappelé les inégalités sociales et ethniques pour expliquer l'illégalité des gestes posés par le mouvement clandestin. Cette attitude était risquée. À court terme, elle a certes valu aux centrales la sympathie de groupes populaires, d'une fraction des syndiqués et de plusieurs éléments du nationalisme québécois, y compris celle du Parti québécois. Mais les Pépin, Laberge et Charbonneau ont aussi été débordés sur leur gauche par le «radicalisme indéfectible» (p. 231) et controversé du Conseil central de Montréal de la CSN, alors dirigé par Michel Chartrand, qui a multiplié les apparitions publiques. Ils ont aussi été la cible d'attaques répétées de la part de milieux plus conservateurs, qu'il s'agisse de syndiqués de la base, de parlementaires ou encore de journalistes (à l'exception de ceux du *Devoir*). À plus long terme, toutefois, ils ont recueilli bon nombre de dividendes, le temps jouant en leur faveur. Les gouvernements

n'ont jamais réussi à pleinement justifier les arrestations préventives d'octobre et «... au fur et à mesure que les semaines avançaient, nombreux étaient ceux qui trouvaient tout à fait démesuré le recours à la loi d'urgence et avaient le sentiment d'avoir été trompés par les autorités» (p. 178).

L'auteur consacre ensuite le cinquième et dernier chapitre à l'ultime vérification de son hypothèse centrale: Octobre 1970 a accéléré la politisation du mouvement syndical au détriment du «syndicalisme d'affaires» et du corporatisme. Plus encore peut-être que la CSN, la FTQ et la CEQ ont connu une métamorphose rapide. On connaît la suite: l'attitude ferme du front commun intersyndical en 1972, le schisme à la CSN avec le départ des trois «D», la publication de documents et manifestes très critiques, l'expression graduelle d'une volonté d'émancipation nationale.

Dans l'ensemble, nous ne cacherons pas que cette lecture nous a beaucoup plu. Rigoureuse et nuancée, l'analyse de Jean-François Cardin n'applique aucune grille mais témoigne d'une grande familiarité avec les écrits de ceux et celles qui ont déjà abordé l'histoire de cette période troublée. Le texte, de surcroît bien écrit et d'une lecture agréable, a une portée qui dépasse son titre. Pour s'initier convenablement aux événements d'octobre, il n'existe pas, à notre humble avis, meilleur outil que celui-là.

Département de sciences humaines
Université du Québec à Rimouski

PAUL LAROCQUE